RGPD Règlement européen sur la protection des données : Comment les autorités de protection se préparent-elles ?



### Le G29

Dans son plan d'action 2016, adopté en février 2016, le G29 a présenté ses priorités pour permettre l'application effective du règlement en avril 2018. Plusieurs groupes de travail se sont déjà mis en place pour décliner ce plan d'action.

### Les 4 objectifs principaux :

- 1. Préparer la mise en place du Comité européen de la protection des données (CEPD), qui remplacera le G29 en 2018;
- 2. Préparer la mise en place du quichet unique et le mécanisme coppération et de cohérence entre les autorités :
- 3. Proposer des lignes directrices ou des bonnes pratiques aux professionnels pour **les 4 sujets prioritaires identifiés** : le droit à la portabilité, la certification, le délégué à la protection des données (DPO), les traitements à risque d'ici la fin de 2016 ;
- 4. Promouvoir et diffuser le règlement afin que l'ensemble des acteurs se l'approprie.
- Le G29 prévoit également la consultation régulière des parties prenantes dans une démarche itérative sur deux ans afin d'enrichir sa réflexion.
- Il a organisé le 26 juillet 2016 à Bruxelles des ateliers collaboratifs. Cet espace de concertation multi-acteurs a réuni les représentants de la société civile, des fédérations professionnelles, des universitaires et des institutions européennes, autorités de protection des données autour des 4 sujets prioritaires qu'il a identifiés.

Les échanges et propositions de cette journée ont permis au G29 d'alimenter les différents groupes de travail qu'il a déjà mis en place autour de ces mêmes thèmes. L'objectif étant de décliner d'ici 2018 les principes du règlement en mesures opérationnelles correspondant aux besoins et attentes des principaux acteurs concernés par la mise en œuvre du règlement.

D'autres consultations seront organisées sur d'autres thématiques.

# La CNIL

La CNIL est très impliquée dans chacun des groupes de travail mis en place par le G29, dont elle assure la Présidence jusqu'en février 2018. Elle a proposé une consultation en ligne des acteurs français sur ces mêmes suiets.

Besoin d'un accompagnement pour vous mettre en conformité avec le RGPD ? ?
Besoin d'une formation pour apprendre à vous
mettre en conformité avec le RGPD ?
Contactez-nous

A Lire aussi :

Mise en conformité RGPD : Mode d'emploi

Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles

Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016

DIRECTIVE (UE) 2016/680 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016

Le RGPD, règlement européen de protection des données. Comment devenir DPO ?

Comprendre le Règlement Européen sur les données personnelles en 6 étapes

Notre sélection d'articles sur le RGPD (Règlement Européen sur la Protection des données Personnelles) et les DPO (Délégués à la Protection des Données)

Notre métier : Vous accompagner dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Par des actions de formation, de sensibilisation ou d'audits dans toute la France et à l'étranger, nous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlement Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement.. (Autorisation de la Direction du travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84)

Plus d'informations sur : Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles

Denis JACOPINI est Expert Judiciaire en Informatique spécialisé en « Sécurité » « Cybercriminalité » et en RGPD (Protection des Données à Caractère Personnel).

\* Misse en conformité RGPD;
\* Accompagnement à la mise en place de DPO;
\* Formations\* (et sensibilisations) à la oybercriminalité (Autoritation n°93 94 03041 94);
\* Audits Sécurité (ISO 27005);
\* Expertises techniques et judiciaires;
\* Recherche de preuves téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détoumements de clientèle...;



Contactez-nous

Réagissez à cet article

Source : Règlement européen sur la protection des données : que faut-il savoir ? | Besoin d'aide | CNIL

# Le cadre légal de la géolocalisation des salariés | Denis JACOPINI



# Le cadre légal de la #géolocalisation des salariés

Afin de préserver la sécurité des véhicules et de leurs occupants, de plus en plus d'employeurs décident de recourir à la géolocalisation de leurs véhicules de société. Un procédé légal mais sous certaines conditions!

- 1. Que le dispositif soit mis en œuvre par l'entreprise ou par l'intermédiaire d'un prestataire, c'est à l'employeur que revient l'obligation de procéder à la déclaration auprès de la Commission nationale informatique et libertés (Cnil).
- 2. Cette déclaration doit notamment exposer les raisons et les objectifs auxquels répond le dispositif permettant la localisation des employés (lutte contre le vol, gestion des temps de parcours, par exemple). L'employeur doit nécessairement attendre le récépissé de déclaration délivré par la Cnil pour mettre en action son dispositif.
- 3. Selon les exigences de la Cnil, le traitement d'informations relatives aux employés doit être proportionné à la finalité déclarée, c'est-à-dire qu'il doit s'effectuer de façon adéquate, pertinente, non excessive et strictement nécessaire à l'objectif poursuivi.
- 4. L'employeur doit informer ses employés (par courrier ou réunion d'information) de la mise en œuvre du dispositif de géolocalisation et des informations qui vont être collectées. À défaut, il s'expose à une amende de 1 500 euros. L'information doit porter sur l'identité et l'adresse du responsable du traitement, la ou les finalités du traitement, les données à caractère personnel traitées, leur origine et les catégories de personnes concernées par le traitement, les destinataires de ces données (direction, services RH ou comptables), l'existence d'un droit d'accès et de rectification et d'opposition et leurs modalités d'exercice.
- 5. La non-déclaration de traitement à la Cnil par la société est punie de 5 ans d'emprisonnement et de 300 000 euros d'amende.

Expert Informatique assermenté et formateur spécialisé en sécurité Informatique, en cybercriminalité et en déclarations à la CNIL, Denis JACOPINI et Le Net Expert sont en mesure de prendre en charge, en tant qu'intervenant de confiance, la sensibilisation ou la formation de vos salariés afin de leur enseigner les bonnes pratiques pour assurer une meilleure protection juridique du chef d'entreprise.

Contactez-nous

Après cette lecture, quel est votre avis ? Cliquez et laissez-nous un commentaire...

# Source

http://www.lefigaro.fr/automobile/2015/03/17/30002-20150317ARTFIG00284-le-cadre-legal-de-la-geolocalisation-des-salaries.php Par Me Rémy Josseaume, avocat à la Cour, président de l'Automobile-Club des avocats

# RGPD Règlement européen sur la protection des données : Où trouver le texte ?



Vous pouvez trouver le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à l protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation d ces données : Sur le site de la CNIL ;	
Sur le site de l'Union Européenne ; Sur notre site.	
Besoin d'un accompagnement pour vous mettre en conformité avec le RGPD ? ?  Besoin d'une formation pour apprendre à vous mettre en conformité avec le RGPD ?  Contactez-nous	
A Lire aussi : Mise en conformité RGPD : Mode d'emploi Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 DIRECTIVE (UE) 2016/680 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016 Le RGPD, règlement européen de protection des données. Comment devenir DPO ? Comprendre le Règlement Européen sur les données personnelles en 6 étapes Notre sélection d'articles sur le RGPD (Règlement Européen sur la Protection des données Personnelles) et les DP (Délégués à la Protection des Données)	0
Notre métier : Vous accompagner dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protectio des données à caractère personnel.  Par des actions de formation, de sensibilisation ou d'audits dans toute la France et à l'étranger, nous répondons au préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlemen Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'u Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement. (Autorisation de la Direction du travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84)  Plus d'informations sur : Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Donnée Personnelles	x t n
Denis JACOPINI est Expert Judiciaire en Informatique spécialisé en « Sécurité » « Cybercriminalité » et en protection des « Données à Caractère Personnel ».  • Audits Sécurité (ISO 27005); • Expertises techniques et judiciaires (Avis techniques, Recherche de preuves téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle); • Expertises de systèmes de vote électronique ; • Formations et conférences en cybercriminalité ; (Autorisation de la DRIET #93 98 40341 84) • Formation de C.I.L. (Correspondants Informatique et Libertés); • Accompagnement à la mise en conformité CNIL de votre établissement.	
Le Net Expert INFORMATIQUE Cybersécurité & Conformité	

Source : Règlement européen sur la protection des données : que faut-il savoir ? | Besoin d'aide | CNIL

Réagissez à cet article

RGPD Règlement européen sur la protection des données : Des sanctions encadrées, graduées et renforcées



Les responsables de traitement et les sous-traitants peuvent faire l'objet de sanctions administratives importantes en cas de méconnaissance des dispositions du règlement.

# Les autorités de protection peuvent notamment :

- Prononcer un avertissement ;
- Mettre en demeure l'entreprise ;
- Limiter temporairement ou définitivement un traitement ;
- Suspendre les flux de données ;
- Ordonner de satisfaire aux demandes d'exercice des droits des personnes ;
- Ordonner la rectification, la limitation ou l'effacement des données.

S'agissant des nouveaux outils de conformité qui peuvent être utilisés par les entreprises, l'autorité peut retirer la certification délivrée ou ordonner à l'organisme de certification de retirer la certification.

S'agissant des amendes administratives, elles peuvent s'élever, selon la catégorie de l'infraction, de 10 ou 20 millions d'euros, ou, dans le cas d'une entreprise, **de 2% jusqu'à 4% du chiffre d'affaires annuel mondial**, le montant le plus élevé étant retenu.

Ce montant doit être rapporté au fait que, pour les traitements transnationaux, la sanction sera conjointement adoptée entre l'ensemble des autorités concernées, donc potentiellement pour le territoire de toute l'Union européenne.

Dans ce cas, une seule et même décision de sanction décidée par plusieurs autorités de protection sera infligée à l'entreprise.

Besoin d'un accompagnement pour vous mettre en conformité avec le RGPD ? ?

Besoin d'une formation pour apprendre à vous

mettre en conformité avec le RGPD ?

Contactez-nous

A Lire aussi :

Mise en conformité RGPD : Mode d'emploi

Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles

Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016

DIRECTIVE (UE) 2016/680 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016

Le RGPD, règlement européen de protection des données. Comment devenir DPO ?

Comprendre le Règlement Européen sur les données personnelles en 6 étapes

Notre sélection d'articles sur le RGPD (Règlement Européen sur la Protection des données Personnelles) et les DPO (Délégués à la Protection des Données)

**Notre métier** : Vous accompagner dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel.

Par des actions de formation, de sensibilisation ou d'audits dans toute la France et à l'étranger, nous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlement Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement.. (Autorisation de la Direction du travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84)

Plus d'informations sur : Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles

Denis JACOPINI est Expert Judiciaire en Informatique spécialisé en « Sécurité » « Cybercriminalité » et en RGPD (Protection des Données à Caractère Personnel).



Mises en conformité RGPD ;

 Accompagnement à la mise en place de DPO :

 Formations (et sensibilisations) à la cybercriminalité (Autorisation n°93 84 03041 84);

Audits Sécurité (ISO 27005);

Expertises techniques et judiciaires ;

Recherche de preuves téléphones, disques durs, e-mails, contentieux, détournements de clientèle...;

Expertises de systèmes de vote électronique



Contactez-nous

Réagissez à cet article

Source : Règlement européen sur la protection des données : que faut-il savoir ? | Besoin d'aide | CNIL

# Facebook : Comment protéger ses données personnelles | Denis JACOPINI

Sur Facebook comme sur l'ensemble des réseaux sociaux, le piratage des comptes et la diffusion d'informations personnelles sont bien des problèmes très fréquents. Plusieurs fois, le réseau social a tenté de modifier sa politique de confidentialité, certes, on se pose toujours la question sur son efficacité. Quelle est donc la meilleure façon de se protéger ? Découvrez la réponse un peu plus bas...

### La politique de confidentialité, toujours à craindre

Facebook prend beaucoup de la place dans notre vie quotidienne. Chaque jour, des millions de personnes se connectent sur le réseau social pour discuter et partager des photos. Facebook est même considéré aujourd'hui comme le meilleur outil de communication au quotidien comme dans la vie professionnelle. Cependant, les questions sécurités posent toujours problème. En réalité, nombreux sont les utilisateurs de Facebook qui oublient qu'une partie de leur vie sont détenus par le réseau social : leurs adresses mails, leurs numéros de téléphone, leurs lieux de travail, ....Bien sûr, Facebook, comme les autres réseaux sociaux, propose déjà une politique de confidentialité, certes, il arrive que les paramètres confidentialité ne soient pas correctement ajustés. Ce qui permettrait alors à d'autres utilisateurs d'y mettre la main.

# Eviter qu'une entreprise ou une organisation vous atteigne après consultation de l'onglet Publicités Voici 2 astuces :

- Cliquez sur Verrouiller en haut à droite de votre page Facebook, puis sur Paramètres.
- Aller sur Modifier dans la première partie intitulée : Sites tiers. Vous pourriez ainsi modifier vos paramètres en remplaçant Mes amis uniquement par Personne, puis en enregistrant ces nouvelles modifications.

# Prenez garde des publicités sociales

Vous pouvez également vous protéger de la publicité sociale et de l'exploitation de données par les applications partenaires de Facebook en passant par ces quelques étapes :

- Dans paramètre, cliquer sur l'onglet Applications qui se trouve dans la colonne de gauche. Vous découvrirez ainsi une liste complète d'applications
  - Cliquer sur chacune d'entre elles, supprimez-les ou encore consulter les informations qui vous concernent personnellement
- En cliquant sur le crayon, vous pourriez vous apercevoir que l'application en question connaît votre prénom, votre tranche d'âge, votre adresse mail, mais surtout ne paniquez pas. Il vous suffit de fermer cette fenêtre et d'aller plus bas sur la page des Applications. Vous pouvez toujours modifier les paramètres de façon à ce qu'elles se jouent anonymement.

Malheureusement, supprimer ses photos ne suffit pas à se protéger. D'ailleurs, il est impossible de savoir si une photo est réellement supprimée du serveur Facebook.

Denis JACOPINI est Expert Judiciaire en Informatique, consultant, formateur et chargé de cours.

Nos domaines de compétence :

- Expertises et avis techniques en concurrence déloyale, litige commercial, piratages, arnaques Internet… ;
- Consultant en sécurité informatique, cybercriminalité et mises en conformité et déclarations à la CNIL ;
  - Formateur et chargé de cours en sécurité informatique, cybercriminalité et déclarations à la CNIL.

    Contactez-nous

Cet article vous plait ? Partagez !
Un avis ? Laissez-nous un commentaire !

Source: http://www.infos-mobiles.com/facebook/facebook-comment-proteger-ses-donnees-personnelles/102992

RGPD Règlement européen sur la protection des données : Le cadre des transferts hors de l'Union mis à jour



Les responsables de traitement et les sous-traitants peuvent transférer des données hors UE seulement s'ils encadrent ces transferts avec des outils assurant un niveau de protection suffisant et appropriés des personnes. Par ailleurs, les données transférées hors Union restent soumises au droit de l'Union non seulement pour leur transfert, mais aussi pour tout traitement et transfert ultérieur Ainsi, et hormis les transferts fondés sur une décision d'adéquation de la Commission Européenne, les responsables de traitement et les sous-traitants peuvent mettre en place : • des règles d'entreprises contraignantes (BCR) • des clauses contractuelles types approuvées par la Commission Européenne ; • des clauses contractuelles adoptées par une autorité et approuvées par la Commission européenne. De nouveaux outils sont également prévus : • pour les sous-traitants : la possibilité de mettre en place des règles d'entreprises contraignantes ; pour les autorités publiques : le recours à des accords contraignants ; • pour les responsables de traitement et les sous-traitants : l'adhésion à des codes de conduite ou à un mécanisme de certification. Ces deux outils doivent contenir des engagements contraignants. Enfin, une autorisation spécifique de l'autorité de protection basée sur ces outils n'est plus requise. Besoin d'un accompagnement pour vous mettre en conformité avec le RGPD ? ? Besoin d'une formation pour apprendre à vous mettre en conformité avec le RGPD ? Contactez-nous A Lire aussi : Mise en conformité RGPD : Mode d'emploi Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 DIRECTIVE (UE) 2016/680 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016 Le RGPD, règlement européen de protection des données. Comment devenir DPO ? Comprendre le Règlement Européen sur les données personnelles en 6 étapes Notre sélection d'articles sur le RGPD (Règlement Européen sur la Protection des données Personnelles) et les DPO (Délégués à la Protection des Données) Notre métier : Vous accompagner dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Par des actions de formation, de sensibilisation ou d'audits dans toute la France et à l'étranger, nous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlement Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement.. (Autorisation de la Direction du travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84) Plus d'informations sur : Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles Denis JACOPINI est Expert Judiciaire en Informatique spécialisé en « Sécurité » « Cybercriminalité » et en RGPD (Protection des Données à Caractère Personnel). DPO; de sessibilisations of controlled (et sessibilisations) ophocraminalité (ulteration n'els) (albertain n'els) (alber | Le Net Expert

Source : Règlement européen sur la protection des données : que faut-il savoir ? | Besoin d'aide | CNIL

# RGPD Règlement européen sur

# la protection des données : Des responsabilités partagées et précisées



Le règlement européen sur la protection des données vise à responsabiliser les acteurs des traitements de données en uniformisant les obligations pesant sur les responsables de traitements et les sous-traitants. Le représentant légal C'est le point de contact de l'autorité. Il a mandat pour « être consulté en complément ou à la place du responsables de traitement sur toutes les questions relatives aux traitements » le sous-traitant Le sous-traitant est tenu de respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité et en matière d'accountability. Il a notamment une obligation de conseil auprès du responsables de traitement pour la conformité à certaines obligations du règlement (PIA, failles, sécurité, destruction des données, contribution aux audits) Il est tenu de maintenir un registre et de désigner un DPO dans les mêmes conditions qu'un responsable de traitement. Besoin d'un accompagnement pour vous mettre en conformité avec le RGPD ? ? Besoin d'une formation pour apprendre à vous mettre en conformité avec le RGPD ? Contactez-nous A Lire aussi : Mise en conformité RGPD : Mode d'emploi Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 DIRECTIVE (UE) 2016/680 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016 Le RGPD, règlement européen de protection des données. Comment devenir DPO ? Comprendre le Règlement Européen sur les données personnelles en 6 étapes Notre sélection d'articles sur le RGPD (Règlement Européen sur la Protection des données Personnelles) et les DPO (Délégués à la Protection Notre métier : Vous accompagner dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à Par des actions de formation, de sensibilisation ou d'audits dans toute la France et à l'étranger, nous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlement Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement.. (Autorisation de la Direction du travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84) Plus d'informations sur : Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles Accompagnement à la mise en place de DPO;



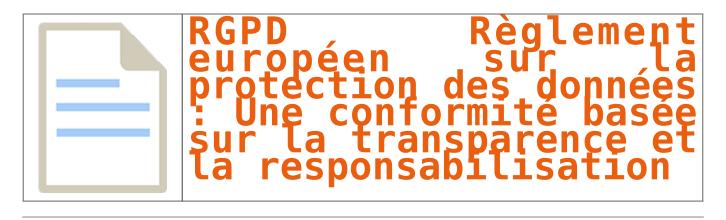


Contactez-nous

Réagissez à cet article

Source : Règlement européen sur la protection des données : que faut-il savoir ? | Besoin d'aide | CNIL

RGPD Règlement européen sur la protection des données : Une conformité basée sur la transparence et la responsabilisation



Alors que la directive de 1995 reposait en grande partie sur la notion de « formalités préalables » (déclaration, autorisations), le règlement européen repose sur une logique de conformité, dont les acteurs sont responsables, sous le contrôle et avec l'accompagnement du régulateur.

# Une clé de lecture : la protection des données dès la conception et par défaut (privacy by design)

Les responsables de traitements devront mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires au respect de la protection des données personnelles, à la fois dès la conception du produit ou du service et par défaut. Concrètement, ils devront veiller à limiter la quantité de données traitée dès le départ (principe dit de « minimisation »).

## Un allègement des formalités administratives et une responsabilisation des acteurs

Afin d'assurer une protection optimale des données personnelles qu'ils traitent de manière continue, les responsables de traitements et les sous-traitants devront mettre en place des mesures de protection des données appropriées et démontrer cette conformité à tout moment (accountability).

La conséquence de cette responsabilisation des acteurs est la suppression des obligations déclaratives dès lors que les traitements ne constituent pas un risque pour la vie privée des personnes. Quant aux traitements soumis actuellement à autorisation, le régime d'autorisation pourra être maintenu par le droit national (par exemple en matière de santé) ou sera remplacé par une nouvelle procédure centrée sur l'étude d'impact sur la vie privée.

# De nouveaux outils de conformité :

- la tenue d'un registre des traitements mis en œuvre
- la notification de failles de sécurité (aux autorités et personnes concernées)
- la certification de traitements
- · l'adhésion à des codes de conduites
- le DPO (délégué à la protection des données)
- les études d'impact sur la vie privée (EIVP)

### Les « études d'impact sur la vie privée » (EIVP ou PIA)

Pour tous les traitements à risque, le responsable de traitement devra conduire une étude d'impact complète, faisant apparaître les caractéristiques du traitement, les risques et les mesures adoptées. Concrètement, il s'agit notamment des traitements de données sensibles (données qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses, l'appartenance syndicale, les données concernant la santé ou l'orientation sexuelle, mais aussi, fait nouveau, les données génétiques ou biométriques), et de traitements reposant sur « l'évaluation systématique et approfondie d'aspects personnels des personnes physiques », c'est-à-dire notamment de profilage.

En cas de risque élevé, il devra consulter l'autorité de protection des données avant de mettre en œuvre ce traitement. Les « CNIL » pourront s'opposer au traitement à la lumière de ses caractéristiques et conséquences.

# Une obligation de sécurité et de notification des violations de données personnelles pour tous les responsables de traitements

Les données personnelles doivent être traitées de manière à garantir une sécurité et une confidentialité appropriées.

Lorsqu'il constate une violation de données à caractère personnel, le responsable de traitement doit notifier à l'autorité de protection des données la violation dans les 72 heures. L'information des personnes concernées est requise si cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne.

# Le Délégué à la Protection des données (Data Protection Officer)

Les responsables de traitement et les sous-traitants devront obligatoirement désigner un délégué :

- s'ils appartiennent au secteur public,
- si leurs activités principales les amène à réaliser un suivi régulier et systématique des personnes à grande échelle,
- si leurs activités principales les amène à traiter (toujours à grande échelle) des données dites « sensibles » ou relatives à des condamnations pénales et infractions.

En dehors de ces cas, la désignation d'un délégué à la protection des données sera bien sûr possible.

Les responsables de traitement peuvent opter pour un délégué à la protection des données mutualisé ou externe.

Le délégué devient le véritable « chef d'orchestre » de la conformité en matière de protection des données au sein de son organisme. Il est ainsi chargé :

- d'informer et de conseiller le responsable de traitement ou le sous-traitant, ainsi que ses employés ;
- de contrôler le respect du règlement européen et du droit national en matière de protection des données ;
- de conseiller l'organisme sur la réalisation d'une analyse d'impact (PIA) et d'en vérifier l'exécution ;
- de coopérer avec l'autorité de contrôle et d'être le point de contact de celle-ci.

Besoin d'un accompagnement pour vous mettre en conformité avec le RGPD ? ?
Besoin d'une formation pour apprendre à vous
mettre en conformité avec le RGPD ?

A Lire aussi :

Contactez-nous

Mise en conformité RGPD : Mode d'emploi

Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles

Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016

DIRECTIVE (UE) 2016/680 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016

Le RGPD, règlement européen de protection des données. Comment devenir DPO ?

Comprendre le Règlement Européen sur les données personnelles en 6 étapes

Notre sélection d'articles sur le RGPD (Règlement Européen sur la Protection des données Personnelles) et les DPO (Délégués à la Protection des Données)

Notre métier: Vous accompagner dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. Par des actions de formation, de sensibilisation ou d'audits dans toute la France et à l'étranger, nous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité avec le règlement Européen relatif à la Protection des Données à caractère personnel (RGPD) en vous assistant dans la mise en place d'un Correspondant Informatique et Libertés (CIL) ou d'un Data Protection Officer (DPO) dans votre établissement.. (Autorisation de la Direction du ravail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle n°93 84 03041 84)

Plus d'informations sur : Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles

Denis JACOPINI est Expert Judiciaire en Informatique spécialisé en « Sécurité » « Cybercriminalité » et en RGPD (Protection des Données à Caractère Personnel).

\*\*Misse en conformité (RGQ):

\*\*Accompagnement à la mise en place de DPO;

\*\*Formations\*\* (et sensibilisations) à la cybercriminalité (autorisation n°93 84 0941 84);

\*\*Audits Sécurité (ISO 270005):

\*\*Expertises techniques et judiciaires ;

\*\*Recherche de prouve téléphones, disques de clientèle...;

\*\*Expertises techniques de fudiciaires;

\*\*Recherche de prouve téléphones, disques de clientèle...;

\*\*Expertises techniques et judiciaires;

\*\*Recherche de prouve téléphones, disques de clientèle...;

\*\*Formations\*\*

\*\*Tortier de prouve téléphones, disques de clientèle...;

\*\*Formations\*\*

\*\*Tortier de prouve téléphones, disques de clientèle...;

\*\*Formations\*\*

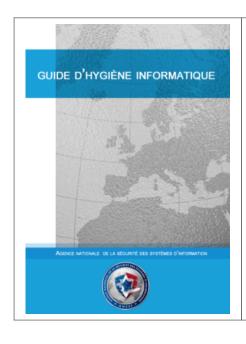


Contactez-nous

Réagissez à cet article

Source : Règlement européen sur la protection des données : que faut-il savoir ? | Besoin d'aide | CNIL

# Les guides des bonnes pratiques de l'Anssi en matière de sécurité informatique | Denis JACOPINI



Les guides des bonnes pratiques de l'Anssi en matière de sécurité informatique Vous voulez éviter que le parc informatique soit utilisé pour affaiblir votre organisation ? L'un des guides publiés par l'ANSSI vous aidera à vous protéger.

Initialement destinés aux professionnels de la sécurité informatique, les guides et recommandations de l'ANSSI constituent des bases méthodologiques utiles à tous. Vous trouverez sans peine votre chemin en utilisant les motsclés, qu'un glossaire vous permet d'affiner, ou le menu thématique.

### LISTE DES GUIDES DISPONTBLES

- Guide pour une formation sur la cybersécurité des systèmes industriels
- Profils de protection pour les systèmes industriels
- Sécuriser l'administration des systèmes d'information
- Achat de produits de sécurité et de services de confiance qualifiés dans le cadre du rgs
- Recommandations pour le déploiement sécurisé du navigateur mozilla firefox sous windows
- Cryptographie les règles du rgs
- Recommandations de sécurité concernant l'analyse des flux https
- Partir en mission avec son téléphone sa tablette ou son ordinateur portable
- Recommandations de sécurité relatives à active directory
- Recommandations pour le déploiement sécurisé du navigateur microsoft internet explorer
- l'homologation de sécurité en neuf étapes simples,
- bonnes pratiques pour l'acquisition et l'exploitation de noms de domaine,
- · recommandations pour le déploiement sécurisé du navigateur google chrome sous windows,
- usage sécurisé d'(open)ssh,
- la cybersécurité des systèmes industriels,
- sécuriser une architecture de téléphonie sur ip,
- mettre en œuvre une politique de restrictions logicielles sous windows,
- prérequis à la mise en œuvre d'un système de journalisation,
- vulnérabilités 0-day, prévention et bonnes pratiques,
- le guide des bonnes pratiques de configuration de bgp,
- sécuriser son ordiphone,
- sécuriser un site web,
- sécuriser un environnement d'exécution java sous windows,
- définition d'une politique de pare-feu,
- sécuriser les accès wi-fi,
- sécuriser vos dispositifs de vidéoprotection,
- guide d'hygiène informatique,
- la sécurité des technologies sans contact pour le contrôle des accès physiques,
- recommandations de sécurité relatives à ipsec,
- la télé-assistance sécurisée,
- sécurité des systèmes de virtualisation,
- sécurité des mots de passe,
- définition d'une architecture de passerelle d'interconnexion sécurisée,
- ebios expression des besoins et identification des objectifs de sécurité,
- la défense en profondeur appliquée aux systèmes d'information,
- externalisation et sécurité des systèmes d'information : un guide pour maîtriser les risques,
- archivage électronique… comment le sécuriser ?
- pssi guide d'élaboration de politiques de sécurité des systèmes d'information,
- tdbssi guide d'élaboration de tableaux de bord de sécurité des systèmes d'information,
- guide relatif à la maturité ssi,
- gissip guide d'intégration de la sécurité des systèmes d'information dans les projets

Expert Informatique et formateur spécialisé en sécurité Informatique, en **cybercriminalité** et en **déclarations à la CNIL**, Denis JACOPINI et Le Net Expert sont en mesure de prendre en charge, en tant qu'intervenant de confiance, la sensibilisation ou la **formation de vos salariés** afin de leur enseigner les bonnes pratiques pour assurer une meilleure protection juridique du chef d'entreprise.

Contactez-nous

Après cette lecture, quel est votre avis ? Cliquez et laissez-nous un commentaire...

Source : http://www.ssi.gouv.fr/entreprise/bonnes-pratiques/

RGPD Règlement européen sur la protection des données : Un renforcement des droits des personnes



Le règlement européen renforce les droits des personnes et facilite l'exercice de ceux-ci. Consentement renforce de t transparence	
Le règlement impose la mise à disposition d'une information claire, intelligible et aisément accessible aux personnes concernées par les traitements de données.  L'expression de consentement est définie : les utilisateurs doivent être information de l'ursque de leurs données et doivent en principle donner leur accord pour le traitement de leurs données, ou pouvoir s'y opposer. La charge l'expression de l'ursque de leurs données et doivent en principle donner leur accord pour le traitement de leurs données, ou pouvoir s'y opposer. La charge l'expression de l'ursque de l'expression de	
matérialisation de ce consentement doit être non ambigüe.	e de la preuve du consentement incombe au responsable de traitement. La
De nouveaux droits Le droit à la portabilité des données : ce nouveau droit permet à une personne de récupérer les données qu'elle a fournies sous une forme aisément réutilisable, et, le cas échéant, de les transférer ensuite à un tiers. Il s	Vania ini da madanasa anu manasana la moltarian da laura danaina at da
compenser in partie l'asymptité entre le responsable de traitement et la personne un recuperir et sommers qu'ette à noulrites sous une nome aisement reutitisante, et, le las ethemit, de les trainsferé ensurée à un tiers. Il s'empenser in partie l'asymptité entre le responsable de traitement et la personne concernée.	s agric ici de redonner aux personnes la maitrise de teurs donnees, et de
Des conditions particulières pour le traitement des données des enfants : Pour la première fois, la législation européenne comporte des dispositions spécifiques pour les mineurs de moins de l6 ans. L'information sur les traitement des des parties de la main de la	
simples, que l'enfant peur aisement comprendre. Le consentement ooit etre recueill aupres ou titulaire de l'autorite parentale. Les États memores peuvent abasisser cet age par la loi, sans touterois qu'il puisse etre interiet pouvoir être retiré et les données effacées.	ur a 13 ans. Devenu adulte, le consentement donne sur un traitement doit
Introduction du principe des actions collectives : Tout comme pour la législation relative à la protection des consommateurs, les associations actives dans le domaine de la protection des droits et libertés des personnes en m	matière de protection des données auront la possibilité d'introduire des
recours collectifs en matière de protection des données personnelles. Un droit à réparation des données personnelles. Un droit à réparation des données personne vant subi un dommage matériel ou moral du fait d'une violation du présent rèqlement a le droit d'obtenir du responsable du traitement ou du sous-traitant rég	paration du préjudice subi.
Besoin d'un accompagnement pour vous mettre en conformité avec le RGPD ? ?	
Besoin d'une formation pour apprendre à vous	
mettre en conformité avec le RGPD ? Contacter-nous	
A Lire sussi : Nise en conformité RGPD : Mode d'emploi	
nise en cultivitatie norm: knowe earpout. Formation RRPD: L'essentiel sur le réglement Européen pour la Protection des Données Personnelles	
Reqlement (UE) 2016/79 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 DIRECTIVE (UE) 2016/79 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 DIRECTIVE (UE) 2016/79 du DARLEMENT EUROPÉER ET DU CONSEIL du 27 avril 2016	
DIRECTIVE (DE) 2007000 DU PARLEMENT EUROPERN EI DU CUNSELL DU Z/ SVIL ZUID LE RÉPO, Pèglement européen de protection des données. Comment dévenir DPO ?	
Comprendre le Règlement Européen sur les données personnelles en 6 étapes	
Notre sélection d'articles sur le RGPO (Règlement Européen sur la Protection des données Personnelles) et les DPO (Délégués à la Protection des Données)	
Notre métier : Vous accompagner dans vos démarches de mise en conformité avec la réglementation relative à la protection des domnées à caractère personnel.	
Par des actions de formation, de sensibilisation ou d'audits dans toute la France et à l'étranger, ous répondons aux préoccupations des décideurs et des utilisateurs en matière de cybersécurité et de mise en conformité ave personnel MôGPO en vous assistant dans la mise en lace d'un Correspondant Informatique et libertés (CIL) voin Data Protection Officer (PDO) dans votre établissement. Autorisation de la Direction du travail de l'Emploire.	
Plus d'informations sur : Formation RGPD : L'essentiel sur le règlement Européen pour la Protection des Données Personnelles	
Doris MCMPhil est Datest Audskiler on Informetique spéciable en «Sécurité»	
<ul> <li>c)-percritantals + et n KSD (Percitant de Données Personnel).</li> </ul>	
**Accompagnment à la miée en place de pro-	
The state of the s	
- Expertise translation is placed to the control of	
don, e-mails, contration, disconnected decided in the contract of contraction of	
Operation di soldines di soldi	
Le Net Expert	
The State of the S	
Réagissez à cet article	

Source : Règlement européen sur la protection des données : que faut-il savoir ? | Besoin d'aide | CNIL